137 Br. Can Juriepor 2013

CIRCULAIRE

DU

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:

CONTENANT

L'ACTE DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE DE 1868.

L'ACTE DES MARQUES DE COMMERCE ET DES DESSINS DE FABRIQUE DE 1868.

ET

L'ACTE RELATIF AUX MARQUES DE BOIS DE 1870.

AVEC

TABLE DES MATIÈRES.

OTTAWA: PUBLIÉ PAR AUTORITÉ. 1873.

Acte Art

S^A Met

1. Le registre tique," c artistiqu prescrip

2. Le bation det presen pour les circulaticensés f dressées par le M qui sera acte.

3. Tourésidant de quelque musicale, photografait grave estampe, la faculté reproduir scientifique du titre de du titre de ordonnée



Acte concernant la Propriété Littéraire et Artistique.

A Majesté, par et de l'avis et du consentement du Sénat Préambule. et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:—

1. Le Ministre de l'Agriculture fera tenir à son bureau un Registre des registre, dit "registre des droits de propriété littéraire et artis- droits de protique," où les propriétaires d'œuvres littéraires, scientifiques ou raire et artistiques pourront les faire enregistrer conformément aux artistique. prescriptions du présent acte.

2. Le Ministre de l'Agriculture pourra au besoin, avec l'approbation du Gouverneur en Conseil, établir les règles et règlements, de l'Agriculet prescrire les formules, qui lui paraîtront nécessaires ou utiles ture fera des pour les fins du présent acte ; ces règlements et formules, mis en etc. circulation sous forme d'imprimés pour l'usage du public, seront censés fait selon l'intention du présent acte ; et toute pièces Leur effet. dressées conformément à ces règlements et formules, et reçues par le Ministre de l'Agriculture, seront réputées valables pour ce qui sera des formalités officielles sous l'empire du présent acte.

3. Toute personne résidant en Canada, ou tout sujet britannique qui pourra résidant dans la Grande-Bretagne ou en Irlande, qui sera l'auteur obtenir un de quelque livre, carte géographique, carte marine ou composition droit de propriété en musicale, ou de quelque peinture, dessin, statue, sculpture ou Canada. photographie originale, ou qui aura inventé, dessiné, gravé ou fait graver ou faire d'après son propre dessin une gravure ou estampe,—et les représentants légaux de la dite personne, auront la faculté et le droit exclusifs d'imprimer, réimprimer, publier, reproduire et vendre, en tout ou en partie, la dite œuvre littéraire, scientifique ou artistique, et de permettre la traduction de la dite œuvre littéraire d'une langue en d'autres langues, pendant le terme de vingt-huit ans, à compter du jour de l'enregistrement du titre de l'œuvre littéraire ou artistique dans la forme ci-après ordonnée; mais aucun livre immoral ou licencieux, séditieux ou Proviso.

entaché de trahison ou autre semblable œuvre littéraire, scientifique ou artistique, ne pourra être enregistré ou former l'objet d'un droit de propriété.

Renouvellement et continuation du droit de propriété.

Condition.

4. Si, à l'expiration du dit terme, l'auteur ou quelqu'un des auteurs, lorsque l'œu re a été originairement faite par plus d'une personne, vit encore et réside en Canada, dans la Grande-Bretagne ou en Irlande, ou s'il est décédé et à laissé une veuve, ou un ou plusieurs enfants,—le même droit exclusif sera continué au dit auteur, ou, s'il est décédé, à sa veuve ou à ses enfants (selon le cas), pour un autre terme de quatorze ans ; mais alors le titre de l'œuvre garantie devra être enregistré une seconde fois, dans le délai d'un an après l'expiration du premier terme ; et toutes les autres formalités dont le présent acte exige l'accomplissement pour ce qui est relatif aux droits originaires, seront remplies à l'égard des droits ainsi renouvelés.

L'enregistrement du re-

sera publié.

5. Dans tous les cas de renouvellemeut de droits de propriété littéraire ou artistique, sous l'empire du présent acte, l'auteur ou nouvellement le propriétaire fera insérer une fois dans la Gazette du Canada une copie de l'enregistrement d'iceux, dans les deux mois du renouvellement.

Des exemdéposés au bureau du Ministre de l'Agriculture.

6. Nul n'aura droit au privilége accordé par le présent acte, plaires seront à moins qu'il ne dépose au bureau du Ministre de l'Agriculture deux exemplaires du dit livre, carte, composition musicale, photographie, estampe, gravure, ou, dans le cas d'une peinture, statue ou sculpture, à moins qu'il ne fournisse une description écrite de cette œuvre d'art ; et le Ministre de l'Agriculture sera tenu d'en faire immédiatement l'inscription dans un régistre tenu à cette fin, de la manière fixée par les règles et formes qui pourront être faites par la suite, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus; et, pour cet enregistrement, celui qui reclamera le privilége susdit, aura à payer une piastre entre les mains du Ministre de l'Agriculture, et, pour toute expédition délivrée à cette personne ou à ses représentants légaux, le droit à payer sera également d'une piastre; et les sommes ainsi payées seront versées dans la caisse du Receveur-Général pour former partie du revenue consolidé du Canada.

Un exemplaire sera déposé ment.

7. Le Ministre de l'Agriculture fera déposer l'un des deux à la bibliothè exemplaires des dits livre, carte, composition musicale, photoque du parle. graphie, estampe ou gravure, à la bibliothèque du parlement du Canada.

Avis du droit de propriété

8. Nul n'aura droit au privilége accordé par le présent acte, à moins qu'il ne donne avis qu'il s'est réservé le droit de propriété,-

en faise de chac la page carte, c en faise volume sur le t formém

mais à signatu comme

9. Po tionnée résidant jouir de publiée clause p de réside teur.

10.

conformi fixés en primer, p du dit li acte pass ment sais chant que aura pub mettre er une telle exemplai lement di amende d en sa po publié, in présent a Majesté e et la dite tente.

11. Qu dessin, sta fixés au pr soit ou fai

scienl'objet

ın des d'une etagne un ou au dit elon le tre de ans le tes les ement plies à

priété eur ou anada ois du

acte, ulture sicale, nture. iption e sera e tenu es qui essus ; vilége re de sonne ementans la venue

deux hotoment

cte, A ėtė,—

en faisant mettre, s'il s'agit d'un livre, dans les divers exemplaires sera inséré de chaque édition publiée pendant la durée de son privilége, sur dans l'oula page du titre ou sur la page suivante,—ou, s'il s'agit d'une vrage. carte, composition musicale, estampe, gravure ou photographie, en faisant imprimer sur la face de ces objets,—ou s'il s'agit d'un volume de cartes, de musique ou de gravures, en faisant imprimer sur le titre ou frontispice, les mots suivants : "Enregistré, conformément à l'acte du parlement du Canada, en l'année

, par A. B., au bureau du Ministre de l'Agriculture;" Exception. mais à l'égard des peintures, dessins, statues et sculptures, la signature apposée par l'artiste à son œuvre, sera considérée

comme un avis suffisant du droit de propriété.

9. Pour qu'une production littéraire ou une gravure, men-La production tionnée au présent acte, lorsqu'elle sera l'œuvre d'une personne littéraire résidant dans la Grande-Bretagne ou en Irlande, soit admise à devra être jouir de la protection de cet acte, elle devra être imprimée et Canada. publiée en Canada, et contenir, outre les mots exigés par la clause précédente et à leur suite, les noms et l'indication du lieu de résidence ou d'affaires en Canada, de l'imprimeur et de l'éditeur.

10. Quiconque, après l'enregistrement du titre d'un livre en Pénalité pour conformité du présent acte et pendant le terme ou les termes infraction au fixés en cet acte, aura imprimé, publié ou importé ou fait im-droit de pro-priété d'un primer, publier ou importer quelque exemplaire ou une traduction livre. du dit livre, sans avoir obtenu préalablement, au moyen d'un acte passé en due forme, le consentement de la personne légalement saisie du droit de propriété de ce livre; ou quiconque sachant que le dit livre a été imprimé ou importé de cette manière, aura publié, vendu ou mis en vente ou fait publier, vendre ou mettre en vente quelque exemplaire du dit livre sans en avoir eu une telle permission par écrit, encourra la confiscation de chaque exemplaire du dit livre au profit de la personne alors saisie légalement du droit de propriété de ce livre, et aura à payer une amende de deux piastres pour tout tel exemplaire qui sera trouvé en sa possession, soit imprimé ou en cours d'impression, soit publié, importé ou mis en vente contrairement à l'intention du présent acte; une moitié de cette amende appartiendra à Sa Majesté et l'autre moitié au possesseur légal du droit de propriété, et la dite amende sera recouvrable devant toute cour compé-

11. Quiconque, après l'enregistrement du titre d'une peinture, Pénalité pour dessin, statue ou sculpture, et pendant le terme ou les termes infraction au fixés au présent acte, aura reproduit de quelque manière que ce priété d'une soit ou fait reproduire, faire ou vendre, en tout ou en partie, des peinture,

copies des dites œuvres d'art, sans le consentement du propriétaire ou des propriétaires, encourra la confiscation de la planche ou des planches sur lesquelles la reproduction aura été opérée, et aussi de toute et chaque feuille ainsi copiée, imprimée ou photographiée, au profit du possesseur ou des possesseurs du droit de propriété, et aura à payer en outre une amende de deux piastres pour chaque feuille de la même reproduction ainsi publiée ou mise en vente contrairement à la véritable intention du présent acte; une moitié de cette amende appartiendra au propriétaire ou aux propriétaires, et l'autre moitié à Sa Majesté, et la dite amende sera recouvrable devant toute cour compétente.

Pénalité pour infraction au droit de propriété d'une estampe, etc.

12. Quiconque, après l'enregistrement du titre d'une estampe ou gravure, carte géograghique, carte marine, composition musicale ou photographie conformément aux dispositions du présent acte, et pendant le terme ou les termes fixés en cet acte, grave, fait, vend ou copie, ou fait graver, copier, faire ou vendre, soit en entier, soit en changeant, agrandissant ou diminuant le dessin principal, en fraude de la loi; ou imprime ou importe pour vendre ou fait imprimer ou importer pour vendre telle carte géographique, carte marine, composition musicale, estampe ou gravure ou quelque partie d'icelle, sans avoir au préalable obtenu le consentement du propriétaire ou des propriétaires du droit; ou sachant qu'elles ont été ainsi imprimées ou importées sans tel consentement, publie, vend ou met en vente telle carte géographique, carte marine, composition musicale, gravure, photographie ou estampe, ou en dispose autrement, sans tel consentement comme susdit, encourra la confiscation de la planche ou des planches sur lesquelles telle carte géographique, carte marine, composition musicale, gravure, photographie ou estampe a été copiée et aussi toute et chaque feuille ainsi copiée ou imprimée, comme susdit, au profit du propriétaire ou des propriétaires du droit de reproduction, et encourra en outre une amende de deux piastres, pour chaque feuille de telle carte, composition, estampe ou gravure trouvée en sa possession, imprimée ou publiée, ou mis en vente contrairement au sens et à l'intention du présent acte ; une moitié de l'amende appartiendra au propriétaire ou aux propriétaires, et l'autre moitié à Sa Majesté; et la dite amende sera recouvrable devant toute cour ayant jurisdiction compétente.

Enregistrement temporaire pour s'assurer du droit de propriété. 13. Une œuvre littéraire, qu'on a l'intention de publier en brochure ou en volume, mais qui est d'abord insérée par articles dans un journal ou dans une revue périodique, pourra faire le sujet d'un enregistrement dans l'intention du présent acte, pendant cette publication préliminaire, à condition que le titre du manuscrit et une courte analyse de l'œuvre seront déposés au bureau du ministre de l'Agriculture, que l'on paiera le droit d'enregistre-

los litt pul aux

de qu'i

scie prié cons droi à l'a l'au spéc

en C fait conse si te sujet Irlan domi deva

carte
ou gr
avoir
empr
au pr
amen
toute
amen
Majes

amend de dei

19. ci-dev ropriétaire lanche ou opérée, et ou photo- droit de x piastres oubliée ou u présent opriétaire et la dite

18.

estampe ion musiu présent te, grave, e, soit en le dessin orte pour lle carte ampe ou préalable oriétaires s ou imen vente cale, graent, sans on de la aphique, phie ou si copiée ou des tre une te, comnprimée ntention au proesté ; et

olier en articles faire le cendant manusbureau egistre-

ayant

ment, et qu'en tête de chaque article ainsi publié l'on imprimera les mots: "Enregistré conformément à l'acte relatif à la propriété littéraire et artistique de 1868"; mais lorsque l'œuvre sera publiée en brochure ou en volume, elle sera, en outre, soumise aux autres prescriptions de la loi.

- 14. Rien de contenu au présent acte ne préjudiciera au droit Nul droit de de qui que ce soit de représenter quelque scène ou objet, bien propriété pour qu'il puisse exister un droit privatif pour quelque autre repré-une scène ou sentation de la même scène ou du même objet.
- 15. Lorsque l'auteur d'une œuvre ou composition littéraire, Droit de proscientifique ou artistique pouvant être l'objet d'un droit de propriété, l'a faite pour un autre ou l'a vendue moyennant valable faite pour un considération, cet auteur ne pourra plus réclamer ni retenir tel autre. droit de propriété virtuellement transmis par la dite transaction à l'acquéreur, qui pourra se prévaloir du privilége, à moins que l'auteur ou l'artiste ne se soit, par acte passé en due forme, spécialement réservé le dit privilége.
- 16. Quiconque, imprime ou publie un manuscrit quelconque Dommages en Canada, ou, s'il a été imprimé ou publié ailleurs, l'offre ou le pour infrac-fait offrir en vente en Canada, sans avoir obtenu au préalable le tion au droit consentement de l'auteur ou du propriétaire légal comme susdit, si tel auteur ou propriétaire est résidant en Canada, ou est un sujet Britannique, résidant dans la Grande-Bretagne ou en Irlande, sera passible envers l'auteur ou propriétaire de tous les dommages occasionnés par ce fait, lesquels seront recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente.
- 17. Quiconque imprime, publie ou reproduit un livre, une Pénalité pour carte géographique, carte marine, composition musicale, estampe prétendre ou gravure ou autre ouvrage d'art ou photographie, et sans en frauduleuse-avoir légalement acquis le droit de propriété, y insère ou y un droit de empreint la mention que tel objet a été enregistré conformément au présent acte ou des expressions équivalentes, encourra une amende n'excédant pas soixante piastres, recouvrable devant toute cour de juridiction compétente, et une moitié de cette amende appartiendra au poursuivant et l'autre moitié à Sa Majesté.
- 18. Nulle action ou poursuite pour le recouvrement d'une Actions amende encourue en vertu du présent acte ne sera intentée plus limitées. de deux ans après le fait qui donnera lieu à la poursuite.
- 19. Le chapitre quatre-vingt-un des Statuts Refondus de la Anciens actes ci-devant Province du Canada, et le chapitre cent seize des abrogés.

Statuts Révisés de la Nouvelle Ecosse (3e Série) et tous autres actes et parties d'actes incompatibles avec les dispositions du présent acte sont par le présent abrogés, sans préjudice des dispositions de la clause précédente.

Droits de propriété non expirés, continués.

acquis sous l'empire des actes ou des parties d'actes par le présent abrogés, continueront à valoir pour la période qui en reste à courir et auront force et effet dans la Province ou les Provinces auxquelles ils s'étendent, et seront transférables et renouvelables, et toutes amendes et confiscations encourues ou qui seront encourues sous l'empire des dits actes, pourront être poursuivies et recouvrées, et toutes poursuites commencées avant la passation du présent acte pour les dites amendes et confiscations déjà encourues, pourront être continuées et terminées, comme si les dits actes n'étaient point abrogés.

Titre abrégé.

21. En citant le présent acte, il suffira de dire "l'Acte de la propriété littéraire et artistique de 1868."

Acte

SA qui su

1. registr comme tout p pourra tant au en dou fesait u lorsqu'i reçu le merce e autre m dite ma aucune pas telle dite man taire un signé pa marque exécutio les jour, le registi cours de

2. Le bation du et adopte règlemen pour l'usa

sans qu'i

1868.

et tous autres ispositions du préjudice des

que ci-devant par le présent ui en reste à les Provinces enouvelables, qui seront e poursuivies t la passation cations déjà comme si les

l'Acte de la



Acte relatif aux Marques de Commerce et aux Dessins de Fabrique.

CA Majesté, par et de l'avis et du consentement du Sénat et Préambule. D de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit:

1. Le Ministre de l'Agriculture fera tenir à son bureau des Le Ministre registres dénommés respectivement : "Registre des marques de de l'Agricul-commerce" et "Registre des dessins de fabrique," dans lesquels in registre tout propriétaire d'une marque de commerce ou d'un dessin des marques pourre faire apprecietrer cette marque ou ce dessin, en en remot de commerce pourra faire enregistrer cette marque ou ce dessin, en en remet- de commerce tant au Ministre de l'Agriculture un modèle et une description, de fabrique, et en double, avec une déclaration portant que personne que lui ne certificats à contraise con fesait usage, à sa connaissance, de cette marque ou de ce dessin certaines conlorsqu'il en a fait choix; et le Ministre de l'Agriculture, ayant ditions. reçu le droit ci-après fixé, fera examiner la dite marque de commerce ou le dit dessin pour constater s'il ressemble à quelque autre marque ou dessin déjà enregistré; et si l'on trouve que la dite marque de commerce ou le dit dessin n'est identique à aucune autre marque ou dessin déjà enregistré, ou n'y ressemble pas tellement qu'on puisse les confondre, il fera enregistrer la dite marque de commerce ou le dit dessin et remettre au propriétaire une copie du modèle et de la description, avec un certificat, signé par le ministre ou son assistant, déclarant que la dite marque de commerce ou le dit dessin a été dûment enregistré en exécution du présent acte; et ce certificat devra énoncer en outre les jour, mois et an de l'inscription de la marque ou du dessin sur le registre convenable; et tout tel certificat fera loi, devant les cours de loi ou d'équité en Canada, des faits qui y seront exprimés, sans qu'il soit nécessaire de vérifier la signature.

2. Le Ministre de l'Agriculture pourra au besoin, avec l'appro- Le Ministre bation du Gouverneur en Conseil, faire des règles et règlements pourra faire et adopter des formules, pour les fins du présent acte ; ces règles, ments, et règlements et formules, mis en circulation sous forme d'imprimés, adopter des pour l'usage du public, seront réputés faits selon l'intention du

présent acte; et toutes pièces dressées conformément à ces règles, règlements et formules et reçues par le Ministre de l'Agriculture, seront réputées valables pour ce qui sera des formalités officielles sous le présent acte.

MARQUES DE COMMERCE.

Ce qui sera réputé marques de com-

3. Seront considérés comme marques de commerce pour les fins du présent acte, les marques, noms, empreintes, étiquettes, enveloppes et tous autres signes qu'une personne pourra adopter pour en faire usage dans son commerce, état ou métier, à l'effet de distinguer les produits ou les marchandises de toute sorte, fabriqués, produits, composés, revêtus d'emballages ou mis en vente par elle, de quelque manière que ces marques soient apposées, soit sur les produits, ou les marchandises, soit sur les balles, paquets, caisses, boîtes, vaisseaux ou autres emballages Dorit exclusif quelconques dans lesquels seront renfermés les dits objets; et les de faire usage dites marques pourront être enregistrées pour l'usage exclusif de des marques la personne qui en fera l'enregistrement de la manière prescrite enregistrées. la personne qui en fera l'enregistrement de la manière prescrite ci-après; et, cette formalité remplie, la dite personne aura le droit exclusif de faire usage de ces marques pour distinguer les produits de sa fabrique ou les objets de son commerce; et, pour les fins du présent acte, tout bois à œuvrer qui aura été travaillé par quelque personne dans l'exploitation de son industrie, sera censé être un produit et une marchandise.

Les marques de commerce pourront être annulées.

4. Toute personne qui aura fait enregistrer une marque de commerce, pourra, par voie de pétition, en demander la cancellation; et le Ministre de l'Agriculture, en recevant la pétition, pourra faire canceller la dite marque; et celle-ci, étant cancellée, sera censée n'avoir jamais été enregistrée sous le nom de la lite

Les marques de commerce enregistrées seront transférables.

5. Toute marque de commerce enregistrée au burcau du Ministre de l'Agriculture, sera transférable en loi; et le Ministre de l'Agriculture, sur la production de l'acte de transfert et après le paiement du droit ordonné ci-après, fera inscrire le nom du cessionnaire, avec la date de la cession et tous autres détails qu'il jugera nécessaires, sur la marge du registre des marques de commerce, au folio où la dite marque est enregistrée.

Si on demande l'enregistre ment d'une marque de

6. Si quelqu'un demande à faire enregistrer comme sienne une marque qui est déja enregistrée, le Ministre de l'Agriculture fera signifier aux parties intéressées de comparâtre devant lui commerce déjà personnellement ou par leurs fondés de procuration, avec leurs témoins, aux fins d'établir quel est le propriétaire légitime de la dite marque; et, après avoir entendu les parties et leurs témoins,

le M l'une dit 1 opér ainsi errev oubli merc

7. marq marq d'icel emba la dit marqu un ob d'icell objet . vendu de dél amend piastre marqu pourvi soit po quelqu

8. 8 comme réside l'amene toute t cancell greffier convict la parti

9. C résidan de trom sont re proprié registré de pas 1 pour ch. appartie ément à ces stre de l'Agriles formalités

rce pour les s, étiquettes. nne pourra at ou métier, ses de toute lages ou mis rques soient soit sur les emballages bjets; et les exclusif de ere prescrite ne aura le stinguer les e; et, pour té travaillé ustrie, sera

marque de a cancellaa pétition, t cancellée, de la lite

ourcau du e Ministre e et après e nom du étails qu'il arques de

ienne une alture fera vant lui vec leurs me de la témoins, le Minist donnera de faire l'inscription ou la cancellation, ou l'une et l'e chose, ainsi qu'il le croira juste; en l'absence du dit Ministre, son assistant pourra entendre et juger l'affaire et opérer l'inscription ou la cancellation, ou l'une et l'autre chose, ainsi que le voudront le droit et l'équité; et pareillement toute erreur dans l'enregistrement des marques de commerce ou tout oubli relatif à des inscriptions concurrentes de marques de commerce, pourront être ainsi réparés.

- 7. Si une autre personne que celle qui a fait enregistrer une Pénalité s'il marque, appose sur des produits ou des objets quelconques, la dite est fait usage marque enregistrée en vertu du présent acte, ou quelque partie de la marque d'icelle, soit qu'elle l'applique sur l'objet lui-même ou sur son d'une autre emballage, soit qu'elle se serve d'emballages ou choses revêtus de personne. la dite marque et dont se sera servi le propriétaire de cette marque,—ou si la dite personne vend ou met en vente sciemment un objet quelconque portant la dite marque ou quelque partie d'icelle, --avec l'intention de tromper et de faire croire que cet objet a été fabriqué, produit, composé, revêtu d'emballage ou venda par le propriétaire de la dite marque—elle sera coupable de délit, et sur convicton, aura à payer, pour chaque offense, une amende de pas moins de vingt piastres, et de pas plus de cent piastres, laquelle amende sera payée au propriétaire de la dite marque, avec les frais encourus pour en faire le recouvrement; Provisc. pourvu, toutefois, que la plainte autorisée par la présente clause, soit portée par celui dont la marque aura été contrefaite ou par quelqu'un agissant en son nom et dûment fondé de pouvoir.
- 8. Si quelqu'un, sciemment et volontairement, fait enregistrer Pénalité, si comme sienne une marque appartenant à une personne qui ne une personne réside pas en Canada, il sera coupable de délit et passible de fait enregis-l'amende prononcée dans la clause précédente; et l'inscription de sienne la martoute telle marque sur le registre des marques de commerce, sera que de comcancellée sur réception d'un certificat de conviction signé par le autre personne greffier de la cour ou les juges de paix qui auront prononcé la conviction; et une moitié de toute telle amende appartiendra à la partie poursuivante et l'autre moitié à la couronne.
- 9. Celui qui aura contrefait la marque d'une personne ne résidant pas en Canada, ou qui en aura fait usage, avec l'intention est fait usage de tromper et de faire croire que les objets ou emballages qui des marques sont revêtus de cette marque ont été fabriqués ou faits par le de personnes propriétaire de la dite marque, quoique celle-ci ne soit pas enne résidant registrée en Canada, aura à payer, sur conviction, une amende da. de pas moins de dix piastres et de pas plus de cinquante piastres pour chaque offense, avec les frais, et une moitié de l'amende appartiendra au plaignant et l'autre moitié à la couronne.

Recouvrement des pénalités, 10. Les plaintes, sous l'autorité des deux clauses précédentes, pourront être portées par quelque personne que ce soit; et les amendes prononcées dans les trois clauses précédentes devront être appliquées et recouvrées de la manière et suivant les prescriptions énoncées dans les clauuses du présent acte relatives à l'enregistrement et à la protection des dessins.

Défense d'imiter les marques de commerce.

11. L'usage de toute marque, soit identique à la marque particulière d'un manufacturier, producteur, emballeur ou vendeur, ou tellement semblable à cette marque que l'acheteur ordinaire puisse prendre l'une pour l'autre, sera considéré comme un usage de la dite marque particulière.

Actions en dommages pour usage de marques de commerce. 12. Nonobstant les clauses précédentes, le propriétaire d'une marque pourra instituer une poursuite contre tous ceux qui auront fait usage de sa marque enregistrée ou de toute imitation frauduleuse d'icelle, ou qui auront vendu des objets portant une telle marque ou une telle imitation, ou renfermés dans des emballages qui seront ou représenteront ses envelopoes particulières, contrairement aux dispositions du présent acte.

ENREGISTREMENT DES DESSINS.

Droit de propriété d'un dessin enregistré.

13. Le droit de propriété d'un dessin de fabrique, acquis par l'enregistrement de ce dessin comme susdit, sera valable durant cinq ans.

Comment se fera l'enregistrement d'un dessin.

14. Tout dessin, pour que la propriété en soit garantie, devra être enregistré avant d'être livré à la connaisance du public; et l'enregistrement fait, le nom du propriéteire lequel devra résider en Canada, devra se trouver sur l'objet auquel sera appliqué son dessin; dans le cas d'un tissu, on imprimera sur une des extrémités de la pièce; dans le cas d'un autre produit, sur le bord ou sur toute autre endroit convenable de l'objet, les lettres E^{tré}. (Rd.,) avec l'indication de l'année de l'enregistrement; on pourra aussi marquer le produit soit en faissant la marque sur la matière elle-même, soit en y appliquant une étiquette portant les signes voulus.

Propriétaire d'un dessin.

15. L'inventeur d'un dessin en sera réputé proprétaire, à moins qu'il ne l'ait fait pour une autre personne, moyennant bonne et valable considération; auquel cas cette dernière personne en sera réputée propriétaire, et aura seule le droit de le faire enregistrer, mais son droit de propriété n'ira pas au-delà de l'étendue du droit qu'elle pourra avoir acquis.

tolale cessie sur p de de son e perme ou da une p missio licence même

entier du protion fi etc., de n'expo auquel applique proprié par le intenté

les lette article vente de mettra été mar expiré, moins de vrable de l'ame montant

pour les tion ou quiconquinaissance dite appl

20. Si dessin, es

précédentes, soit; et les tes devront ent les prete relatives

la marque palleur ou l'acheteur éré comme

aire d'une ceux qui imitation ortant une dans des s particu-

cquis p**a**r le durant

ie, devra
ublic; et
a résider
iqué son
es extrébord ou
lettres
ent; on
e sur la
portant

taire, à vennant de perde de le au-delà 16. La propriété de tout dessin sera cessible en loi, soit Dessins transtolalement ou partiellement, au moyen d'un instrument écrit; la férables en
cession sera enregistrée au bureau du Ministre de l'Agriculture,
sur paiement des droits prescrits ci-après; et tout propriétaire
de dessin pourra accorder et transporter à d'autres, en vertu de
son droit de propriété, le droit exclusif d'exploiter et de
permettre à d'autres d'exploiter le dit dessin dans toute l'étendue
ou dans quelque partie que ce soit du Canada, pour la durée ou
une partie de la durée qui reste à courir de ce droit; une permission et concession d'exploitation exclusive s'appellera une
licence, et devra être enregistrée de la même manière et dans le
même délai que le sont les cessions.

17. Pendant l'existence du droit (qu'il s'agisse de l'usage personne ne entier ou partiel du dessin), personne, sans la licence par écrit fera usage du propriétaire enregistré, n'usera de ce dessin, ou d'une imitadiu d'un dessin tion frauduleuse d'icelui, pour l'ornement d'aucun article fabriqué, sans license, etc., destiné au commerce, ou ne publiers, ne vendra ou n'exposera en vente ou n'emploiera aucun article fabriqué, etc., auquel tel dessin ou imitation frauduleuse d'icelui aura été appliqué, sous peine d'une amende de pas moins de vingt piastres et de pas plus de cent vingt piastres, en faveur du contraven-propriétaire de tel dessin, et les frais, lesquels seront recouvrables par le propriétaire enregistré ou son ayant-causc par action intentée devant toute cour compétente.

18. Quiconque mettra le mot "Enregistré" (Registered) ou pénalité si un les lettres Etré. (Rd.) sur un article non enregistré ou sur un article non article pour lequel le privilége est expiré ou qui l'annoncera en enregistré vente comme articles enregistré, ou qui vendra, annoncera ou comme enremettra illégalement en vente le dit article, sachant qu'icelui a sistre. été marqué, frauduleusement ou que le privilége pour icelui est expiré, sera passible pour chaque offense d'une amende de pas moins de quatre piastre et de pas plus de trente piastres, recouvrable de la même manière que les amendes sous la clause précédente, et par quelque personne que ce soit, qui recevra la moitie de l'amende mentionnée en dernier lieu, lors du recouvrement du montant que lé délinquant aura été condamné à payer.

19. I e propriétaire de tout dessin poura porter une action Action en pour les donnages par lui soufferts en conséquence de l'applica-domnages tion ou de l'imitation du dessin, dans un but de vente, contre d'un dessin quiconque contreviendra de la sorte, le contrevenaut ayant consaissance que le propriétaire du dessin n'a pas consenti à la dite application.

20. Si quelque personne n'étant pas propriétaire légal d'un Manière de dessin, est enrigistrée comme propriétaire d'icelui, le vrai proprié-procéder

contre une personne qui à frauduleusement fait enregistrer le dessin d'un autre,

taire pourra porter une action devant la Cour Supérieure dans la Province de Québec, devant la Cour du Bane de la Reine, dans la Province d'Ontario, et devant la Cour Suprême dans les Provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, selon le cas, et la cour saisie de telle poursuite, pourra, s'il appert que le dessin a été enregistré au nom de quelqu'un n'v ayant pas droit, ordonné ou que l'enregistrement soit cancellé ou que le nom du propriétaire légal soit substitué au nom enregistré, avec dépens à sa discrétion; et sur requête du demandeur, appuyée d'un affidavit, toute telle cour pourra, à sa discrétion, dans le cours de la dite action ou procédure, émettre un ordre prohibant au défendeur de faire usage de tel dessin, pendant cette action ou procédure, sous peine de se voir dire coupable d'un mépris de telle cour.

Changement au registre sur ordre de la Cour.

21. Le Ministre de l'Agriculture, après due signification de tel ordre et paiment du droit ci-après prescrit, fera faire au registre tel changement qu'ordonnera le dit ordre.

Limitation des actions.

22. Toutes procédures, en vertu des sections précédentes du présent acte, seront prises dans les douze mois à compter du jour que l'offense aura été commise et non après; et acune des clause du présente acte n'aura l'effet de protéger aucun dessin qui n'appartiendra pas à une personne résidant en Canada et qui ne sera pas appliqué à des matières fabriquées en Canada.

Certificat sur la copie remise au propriétaire.

Son effet.

23. Sur la copie transmise à la personne enregistrant, sera inscrit, sous la signature du Ministre ou de son assistant, un certificat de l'enregistrement du dessin, contenant l'indication de la date de l'enregistrement du nom du propriétaire enregistré, de son adresse, du numéro de tel dessin, du numéro ou de la lettre dont on s'est servi pour coter l'enregistrement ou y correspondre; lequel dit certificat, en l'absence de preuve au contraire, sera une preuve suffisante du dessin, du nom du propriétaire, de l'enregistrement, de la date et de la période de l'enregistrement, du fait que la personne dite propriétaire est propriétaire, de l'originalité du dessin, et de l'accomplissement des dispositions du présent acte; et l'écrit ainsi signé sera généralement reçu comme preuve des faits y énoncés, sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Inspection des registres.

24. Toute personne pourra examiner le registre des marques de commerce et le registre des dessins de fabrique; et le ministre pourra faire délivrer des copies ou modèles de marques de commerce ou de dessins de fabrique, aux personnes qui en feront la

dema faire

dessir prése l'ordr

26 autre gistré enreg

27 l'expé mais, l'autor

28

.

P

Les

sont p vants:

 P_0

tous les

29. Statuts Victoria Brunsw avec le de tout ure dans la Reine, dans ns les Prowick, selon appert que ayant pas sou que le gistré, avec r, appuyée n, dans le prohibant

368.

tion de tel u registre

ette action

mépris de

lentes du u jour que clause du i n'appare sera pas

ant, sera un certiiion de la gistré, de u de la y correscontraire, étaire, de strement, taire, de itions du comme

marques ministre de comferont la

rouver la

demande, en par elles payant un droit jugé suffisant pour faire faire ces copies ou ces modèles.

- 25. Le Ministre d'Agriculture pourra refuser d'enregistrer tels Le Ministre dessins qui ne lui paraîtront pas tomber sous les dispositions du pourra refuser présent acte, ou qui seront contraires à la morale publique ou à certains des-l'ordre, sauf le droit d'appel au gouverneur en conseil.
- **26.** Le Ministre de l'Agriculture fera publier, de temps à Publication autre, dans la *Gazette du Canada*, les titres des dessins enre-des titres des gistrés et les noms et les lieux de résidence des propriétaires dessins, enregistrés.
- 27. Les erreurs qui pourraient se glisser dans la rédaction ou Erreurs de rél'expédition d'un instrument ne seront pas censés l'invalider; daction n'inmais, lorsqu'il s'en découvrira, on pourra les faire corriger, sous pas. l'autorité du Ministre de l'Agriculture.
 - 28. Les droits suivants seront exigibles, savoir :-

Droits.

Les copies officielles des documents ou des écritures qui ne sont pas mentionnés ci-dessus, seront délivrées aux prix suivants:—

tous lesquels droits seront versés par le Ministre de l'Agriculture entre les mains du Receveur-Général du Canada.

29. L'acte vinqt-quatre Victoria, chapitre vingt-et-un, des Anciens actes Statuts de la ci-devant province du Canada, et l'acte trente abrogés. Victoria, chapitre trente-et-un, de la province du Nouveau-Brunswick, et tous autres actes ou parties d'actes, incompatibles avec le présent acte, sont par le présent abrogés pour ce qui est de tout nouvel enregistrement ou de la concession de tout

Droits acquis en vertu d'actes abrogés, sauvegardés. nouveau droit exclusif sous l'empire de leurs dispositions; mais tous droits ci-devant acquis en vertu de ces dispositions resteront bons et valables et transférables en loi, et l'on pourra poursuivre et recouvrer toutes amendes et confiscations encourues ou qui le seront sous l'empire d'icelles; et toutes poursuites commencées avant la passation du présent acte pour le recouvrement de telles amendes et confiscations déjà encourues pourront être continuées et terminées, et les inscriptions et enregistrements faits sous l'empire des dits actes pourront être cancellés, comme si les dits actes et parties d'actes n'étaient point abrogés.

Assistant au Ministère substitué au secrétaire de l'enregistrement et des statistiques.

30. Pour toutes les fins de l'acte du Canada cité dans la clause précédente du présent acte, en tant qu'icelui reste en vigueur après la passation du présent acte, l'Assistant au Ministère de l'Agriculture sera et il est par le présent substitué au secrétaire du bûreau d'enregistrement et des statistiques mentionné au dit acte, et il exercera les fonctions et remplira les devoirs de cet officier.

Titre abrégé.

31. En citant le présent acte, il suffira de dire "l'acte des marques de commerce et des dessins de fabrique de 1868."

Acte

C

SA M et qui suit

1. Le à fabriq le flotter dans les pénalité faire), da personne fabrique le flotter dans les du prése à défaut après av ou des m ci-dessou billot ou

2. Le registre de tion des bois faire en en remet empreint portant de cette dite mar autre ma

3

marque n

868.

tions; mais ns resteront poursuivre s ou qui le commencées nt de telles continuées faits sous si les dits

ns la clause en vigueur inistère de secrétaire nné au dit oirs de cet

'l'acte des 8."



Acte relatif aux marques apposées sur les bois de construction.

A MAJESTÉ, par et de l'avis et du consentement du Sénat Préambule. et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :--

1. Les personnes engagées dans les opérations qui consistent Les fabricants à fabriquer le bois de construction ou à le sortir de la forêt, et à de bois de le flotter ou mettre en radeau sur les cours intérieurs du Construction le flotter ou mettre en radeau, sur les eaux intérieures du Canada, devront dans les provinces de Québec et Ontario, devront (sous une adopter et faire enregispénalité de cinquante piastres à défaut ou sur negligence de ce trer leurs faire), dans les six mois de la passation du présent acte, et les marques. personnes qui entreprendront les opérations qui consistent à fabriquer le bois de construction ou à le sortir de la forêt, et à le flotter ou mettre en radeau, sur les eaux intérieures du Canada, dans les Provinces d'Ontario et de Québec, après la passation du présent acte, devront (sous une pénalité de cinquante piastres à défaut ou sur négligence de ce faire), dans le délai d'un mois après avoir entrepris les dites opérations, adopter une marque ou des marques, et, après les avoir fait enregistrer de la manièreci-dessous prescrite, les apposer sur une partie visible de chaque billot ou pièce de bois ainsi flotté ou mis en radeau.

2. Le ministre de l'agriculture tera tenir à son bureau un Le ministre registre dénommé "Registre des marques de bois de construc- d'agriculture tion" dans lequel toute personne entrerée dans le Christientieur tion" dans lequel toute personne engagée dans la fabrication Registre des des bois de construction comme il est dit ci-haut, pourra marques et faire enregistrer sa marque de bois de construction comme il est dit ci-haut, pourra delivera des faire enregistrer sa marque de bois de construction, en certificats a en remettant au ministre de l'agriculture un modèle ou une certaines conempreinte et une description, en double, avec une déclaration portant que personne que lui ne fesait usage, à sa connaisance, de cette marque lorsqu'elle en a fait choix; et le ministre de l'agriculture, a, ant reçu le droit ci-après fixé, fera examiner la dite marque pour constater si elle ressemble à quelque autre marque déjà enregistrée; et si l'on trouve que la dite marque n'est identique à aucune autre marque dèjà enregistrée,

ou n'y ressemble pas tellement qu'on puisse les confondre il fera enregistrer la dite marque et remettre au propriétaire une copie du modèle et de la description, avec un certificat, signé par le ministre ou son assistant, déclarant que la dite marque a été dûment enregistrée en exécution du présent acte; et ce certificat, devra énoncer, en outre, les jour, mois et an de l'inscription de la marque sur le registre convenable; et tout tel certificat fera foi, devant les cours de loi ou d'équité en Canada, des faits qui y seront exprimés, sans qu'il soit nécessaire de vérifier la signature.

3. Le ministre de l'agriculture pourra au besoin, avec

Les certificats feront foi,

Le ministre pourra préparer des règlements et des formules.

l'approbation du gouverneur en conseil, faire des règles et règlements et adopter des formules, pour les fins du présent acte.

4. La personne qui fait enregistrer ces marques, aura dèglers

Droit exclusif de faire usage des marques enregistrées.

4. La personne qui fait enregistrer ces marques, aura dès lors le droit exclusif d'en faire usage pour désigner le bois de construction par elle tiré de la forêt et flotte ou mis en radeau, comme il est dit ci-hant.

Les marques pourront être annulées. 5. Toute personne qui aura fait enregistrer une marque, pourra, par voie de pétition, en demander la cancellation; et le Ministre de l'Agriculture, en recevant la pétition, pourra faire canceller la dite marque; et celle-ci, étant cancellée, sera censée n'avoir jamais été enregistrée sous le nom de la dite personne.

Les marques enregistrées seront transférables et comment. 6. Toute marque enregistrée au bureau du Ministre de l'Agriculture, sera transférable en loi; et le Ministre de l'Agriculture, sur la production de l'acte de transfert et après le paiement du droit ordonné ci-après, fera inscrire le nom du cessionnaire, avec la date de la cession et tous autres détails qu'il jugera nécessaires, sur la marge du registre des marques des bois de construction, au folio où la dite marque est enregistrée.

Si l'on demande l'enregistrement de marques déjà enregistrées.

7. Si quelqu'un demande à faire enregistrer comme sienne une marque qui est déjà enregistrée, le Ministre de l'Agriculture fera connaître ce fait à telle personne, laquelle choisira alors quelque autre marque et la fera enregistrer.

Pénalité s'il est fait usage de la marque d'une autre personne. S. Si une autre personne que celle qui a fait enregistrer une marque, appose sur des bois de construction la dite marque enregistrée en vertu du présent acte ou quelque partie d'icelle, elle sera coupable de délit, et, sur conviction, aura à payer, pour chaque offense, une amende de pas moins de vingt piastres, et de pas plus de cent piastres, laquelle amende sera payée au propriétaire de la dite marque, avec les frais encourus pour en faire le recouvrement: pourvu, toutefois, que la plainte autorisée par la présente clause, soit portée par celui dont la marque aura été contrefaite ou par quelqu'un agissant en son nom et dûment fondé de pouvoir.

Proviso.

9. L

M

Pour ch const Pour to Pour ch cution Pour en

Et ces les main solidé de

MARQUES APPOSÉES SUR LES BOIS DE CONSTRUCTION.

9. Les droits suivants seront exigibles, savoir:

Droits.

Pour chaque demande d'enregistrement d'une marque de bois construction, y compris le certificat	de
Pour chaque copie d'un modèle, les frais vaiconnell	2.00).50
Pour enregistrement de transfert	00

Et ces droits seront versés par le Ministre de l'Agriculture entre les mains du Receveur-Général, et formeront partie du fonds con-employés solidé de revenu du Canada.

esoin, avec s règles et orésent acte.

CTION.

ndre il fera

e une copie signé par le arque a été ce certificat, scription de rtificat fera es faits qui la signature.

ira dès lors ois de conen radeau,

que, pourra, le Ministre re canceller sée n'avoir

1 Ministre de Ministre de rt et après le nom du détails qu'il arques des registrée.

sienne une culture fera ors quelque

gistrer une parque enl'icelle, elle our chaque de pas plus etaire de la puvrement: nte clause, ite ou par ivoir.

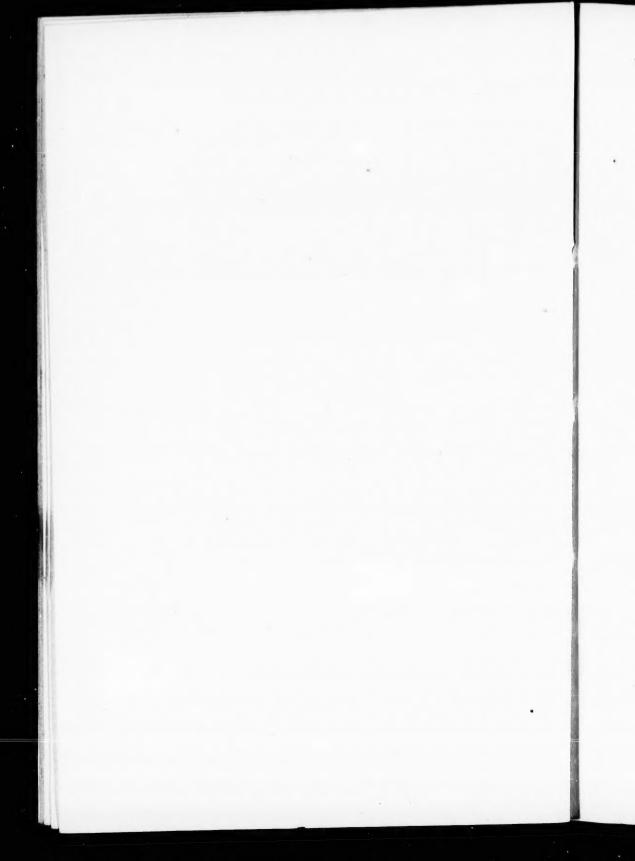


TABLE DES MATIÈRES.

DROITS D'AUTEUR.

Sujets.	PAGE.
Registres des Droits d'Auteur	3
Règlements et Formules	
Qui pourra obtenir un droit d'Auteur	3
Quels sont les sujets de droits d'Auteur	3
Période de la durée du privilége	
Aucun livre immoral ou licencieux ou entaché de trahison ne pourra être	
l'objet d'un droit d'Auteur	
Renouvellement et continuation du droit d'auteur	
Avis de renouvellement publié dans la "Gazette du Canada,"	4
Dépôt de deux copies	
Descriptions écrites des Peintures, Dessins, Statues et Sculptures	4
Taxes à payer	4
Dépôt à la Bibliothèque du Parlement	4
Inscription	5
Signature de l'Artiste	5
L'ouvrage devra être publié en Canada	5
Indication de la Résidence de l'Editeur en Canada	5
Pénalité pour infraction aux droits de propriété littéraire	5
Pénalité pour infraction au droit de propriété artistique	5
Pénalité pour infraction au droit de propriété d'une estampe	6
Enregistrement temporaire	6
Inscription dans le cas ci-dessus	7
Nul droit d'Auteur pour une scène ou objet	7
Conditions de Cession des droits d'Auteurs	7
Dommages pour infraction au droit de propriété	7
Pénalité pour prétendre frauduleusement avoir un droit de propriété	7
Poursuite pour le recouvrement des amendes	
Anciens Actes abrogés	7
Droits de propriété non expirés acquis en vertu d'Actes abrogés	8
Titre abrégé	

TABLE DES MATIÈRES.

MARQUES DE COMMERCE ET DESSINS DE FABRIQUE.

Registre des marques de Commores	PAGES
Registre des marques de Commerce	. 9
Conditions d'Enregistrement	. 9
Conditions d'Enregistrement. Dépôts de dessins en duplicata	. 9
Dépôts de dessins en duplicata	9
Déclaration Règlements et Formules à intervenir	9
Règlements et Formules à intervenir.	9
MARQUES DE COMMERCE.	
Ce qui serra réputé marques de Commerce	
Droit exclusif aux marques de Commerce	10
Annulation des marques de Commerce	10
Cession des marques de Comment	10
Demandes concurrentes	10
Pénalité pour l'usage illégal de	10
Plainte portée par le propriétaire	11
Pénalité pour l'Enregistrement de	11
sonne sonne d'une autre per-	4.4.
Pénalité pour l'usage des marques de Communication de Com	11
pas en Canada.	
Recouvrement des pénalités. Défense d'imiter les marques de Commune de Commu	11
Défense d'imiter les marones de Communication de Communic	12
Défense d'imiter les marques de Commerce	12
Actions en dommages.	12
Dessins de Fabrique.	
Périodo de la la de de	
Période de la durée du privilége Enregistrement avant la publication	10
Enregistrement avant la publication. Enregistrement par le propriétaire du Dessin	12
Enregistrement par le propriétaire du Dessin. Dessins transférables en loi.	12
Dessins transférables en loi. Pénalité pour Contravention.	12
Pénalité pour Contravention. Pénalité pour fausses inscriptions.	13
Pénalité pour fausses inscriptions. Actions en dommages.	13
Actions en dommages. Manière de Procéder.	13
Manière de Procéder. Changement au Registre sur ordre de Trosico	13
Changement au Registre sur ordre de Justice. Procédures dans les douze mois.	13
Procédures dans les douze mois	14
Certificat d'Enrecistrement	14
Certificat d'Enregistrement.	14
	4
DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	
Registres sont publics	
Registres sont publics Copies délivrées moyennant une taxo	4
Copies délivrées moyennant une taxe. 1 Refus d'enregistrer certains Dessins 1	-
Refus d'enregistrer certains Dessins. 1. Publication dans la Gazette du Canada. 1.	
Publication dans la Gazette du Canada 1. Erreurs corrigées. 1.	
Erreurs corrigées. 1: Taxes à payer pour l'enregistrement Cartifon G. 1:	
Taxes à payer pour l'enregistrement, Certificats, Cessions et Copies. 16 Taxes remises au Receveur-Général	
Taxes remises au Receveur-Général. Certificats, Cessions et Copies. 16 Auciens Actes abrogés. 16	
Auciens Actes abrogés. 15 Droits acquis en vertu d'actes abrogés. 15	,
Droits acquis en vertu d'actes abrogés	
16	

	PAGE
des Statistiques Secrétaire du Bureau d'Enregistement et Titre abrégé	16
	16
MARQUES DE BOIS.	
Les fabricants de bois de construction adopteront des marques et les feront enregistrer	
enregistrer	17
Le Ministre de l'Agriculture tiende	17
des Certificats à certaines conditions	17
Règiements et Formules.	18
Droit exclusif aux Marques enregistrées	18
	18
Pénalité pour l'usage illégal d'une marque de Bois. Actions en dommages.	18
Actions en dommages. Plainte portée par le propriétaire	18
Plainte portée par le propriétaire	18
Plainte portée par le propriétaire	18
Taxes pour Enregistrements, Certificats, Cessions et Copies	19